

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2009/31480]

17 JUILLET 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution, coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment ses articles 60, alinéa 2, 74 et 75 ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité pour le Collège d'assurer son fonctionnement sans délai,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "loi spéciale" : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et par la loi spéciale du 16 janvier 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

2° "le décret" : le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M Christos Doulkeridis, Ministre-Président du Collège, chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales, est compétent pour :

- le secrétariat et la Chancellerie;
- la coordination de la politique du Collège;
- la saisine du Comité de concertation "Gouvernement fédéral - Gouvernement des communautés et des régions";
- les relations avec la Communauté française et la Région wallonne;
- les relations internationales, en concertation avec M. Emir Kir;
- le budget;
- l'enseignement dans les limites des articles 60 à 62 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en ce compris la formation préscolaire dans les préguardiennats, la formation postscolaire et parascolaire, la formation artistique et la formation intellectuelle, morale et spéciale prévues à l'article 4, 11°, 12°, 13° et 14°, de la loi spéciale;
- l'enseignement provincial tel que visé aux articles 79bis et 80bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989, ainsi que l'exécution du décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française et du décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, en ce compris le Complexe sportif et la Haute Ecole Lucia de Brouckère;
- le tourisme, tel que prévu à l'article 4, 10°, de la loi spéciale.

Art. 3. M. Charles Picqué, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Cohésion sociale :

- la cohésion sociale, telle que visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 3°, de la loi spéciale et dans les limites fixées par le décret à l'article 3, 7°, et les infrastructures y relatives.

Art. 4. M. Benoît Cerexhe, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique, de la politique de la Santé et de la formation professionnelle des Classes moyennes est compétent pour :

- la fonction publique;
- la politique de la santé, telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale et à l'article 3, 6° du décret;
- la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes, en ce compris la tutelle sur les établissements concernés.

Art. 5. Mme Evelyne Huytebroeck, Ministre, Membre du Collège, chargée la politique d'aide aux personnes handicapées est compétente pour :

- la politique d'aide aux personnes handicapées, telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, 4°, de la loi spéciale, en ce compris le service à gestion séparée, et les infrastructures y relatives;

Art. 6. M. Emir Kir, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire, de l'Action sociale, de la Famille, du Sport et des Relations internationales, est compétent pour :

- les infrastructures sportives telles que visées à l'article 3, 1° du décret;
- l'éducation physique, les sports et la vie en plein air telle que visée à l'article 4, 9°, de la loi spéciale;
- l'action sociale et la famille, en ce compris les infrastructures sociales qui y sont liées, à l'exception de la politique d'aide aux personnes handicapées prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, 4°, de la loi spéciale.
- la reconversion et le recyclage professionnels, tels que prévus à l'article 4, 16°, de la loi spéciale, en ce compris la tutelle sur les établissements concernés, à l'exception de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.
- la politique culturelle, telle que définie à l'article 4 de la loi spéciale, à l'exception des 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° et 16° et dans les limites fixées aux articles 60 à 62, de la loi spéciale du 12 janvier 1989,
- la politique culturelle telle que visée à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989;
- le transport scolaire tel que prévu à l'article 3, 5° du décret;
- les relations internationales, en concertation avec M. Christos Doulkeridis.

Art. 7. Le secrétariat du Collège est assuré par le directeur de Cabinet ou le directeur de Cabinet adjoint du Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 8. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 9. Les membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 17 juillet 2009.

Bruxelles, le 17 juillet 2009

Le Ministre-Président du Collège, chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme
et des Relations internationales,

C. DOULKERIDIS

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Cohésion sociale,

Ch. PICQUE

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique, de la politique de la Santé
et de la formation professionnelle des Classes moyennes,

M. B. CEREXHE

La Ministre, Membre du Collège, chargée des Personnes handicapées,

Mme E. HUYTEBROECK

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire,
de l'Action sociale, de la Famille, du Sport et des Relations internationales,

E. KIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2009/31480]

**17 JULI 2009. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden
tussen de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College,

Gelet op artikel 136, 138, 166 en 176 van de Grondwet, gecoördineerd door de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten, door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, meer bepaald door de artikelen 60, lid 2, 74 en 75, net als door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1990 houdende regeling van het toezicht over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten van de Raad van State gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973, meer bepaald artikel 3 zoals gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door de noodzaak voor het College om zijn werking onverwijld te verzekeren,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "bijzondere wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten, door de bijzondere wet van 16 januari 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

2° "het decreet" : het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie;

Art. 2. De heer Christos Doulkeridis, Minister-president van het College, verantwoordelijk voor Begroting, Onderwijs, Toerisme en Internationale betrekkingen is bevoegd voor :

- het secretariaat en de Kanselarij;
- de coördinatie van het beleid van het College;
- het aanbrengen van zaken voor het Overlegcomité "Federale regering - Regering van de gemeenschappen en de gewesten";
- de betrekkingen met de Franse Gemeenschap en met het Waalse gewest;
- de internationale betrekkingen in overleg met dhr. Emir Kir;
- de begroting;
- het onderwijs binnen de beperkingen van artikel 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, met inbegrip van de voorschoolse vorming in kinderdagverblijven, de naschoolse en bijschoolse vorming, de artistieke vorming en de intellectuele, morele en bijzondere vorming zoals voorzien in artikel 4, 11°, 12°, 13° en 14° van de bijzondere wet;
- het provinciaal onderwijs zoals bedoeld in artikelen 79bis en 80bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989, net als voor de uitvoering van het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie en het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, met inbegrip van het Sportcomplex en de Hogeschool Lucia de Brouckère;
- het toerisme, zoals voorzien in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet.

Art. 3. De heer Charles Picqué, Minister, Lid van het College, verantwoordelijk voor Sociale cohesie, is bevoegd voor :

- de sociale cohesie, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet en dat binnen de beperkingen opgelegd in het decreet in artikel 3, 7°, en voor de daarmee verband houdende infrastructuren.

Art. 4. De heer Benoît Cerexhe, Minister, lid van het College, verantwoordelijk voor het Openbaar Ambt, Gezondheidsbeleid en de beroepsvorming van de Middenstand, is bevoegd voor :

- het openbaar ambt;
- het gezondheidsbeleid, zoals voorzien in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet en in artikel 3, 6° van het decreet;
- de beroepsopleiding en het voortgezet onderwijs van de Middenstand, met inbegrip van het toezicht op de betrokken instellingen.

Art. 5. Mevr. Evelyne Huytebroeck, Minister, Lid van het College, verantwoordelijk voor het bijstandsbeleid voor gehandicapten, is bevoegd voor :

- het bijstandsbeleid voor gehandicapten, zoals voorzien in artikel 5, § 1, II, 4° van de bijzondere wet, met inbegrip van de dienst met gescheiden beheer, en de betrokken infrastructuren;

Art. 6. De heer Emir Kir, Minister, Lid van het College, verantwoordelijk voor Beroepsonderwijs, Cultuur, Leerlingenvervoer, Sociale Actie, Gezin, Sport en Internationale betrekkingen, is bevoegd voor :

- de sportinfrastructuren zoals bedoeld in artikel 3, 1° van het decreet;
- de lichamelijke opvoeding, sport en het openluchtlevens zoals bedoeld in artikel 4, 9° van de bijzondere wet;
- de sociale actie en het gezin, met inbegrip van de daarmee verband houdende sociale infrastructuur, met uitzondering van het bijstandsbeleid voor gehandicapten voorzien in artikel 5, § 1, II, 4° van de bijzondere wet;
- de beroepsomscholing en -bijscholing zoals bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet, met inbegrip van het toezicht op de betrokken instellingen, met uitzondering van de beroepsopleiding en het voortgezet onderwijs van de Middenstand;
- het cultureel beleid, zoals gedefinieerd in artikel 4 van de bijzondere wet, met uitzondering van punten 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° en 16° en binnen de beperkingen opgelegd in artikel 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989;
- het cultureel beleid, zoals bedoeld in artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989;
- het leerlingenvervoer zoals voorzien in artikel 3, 5° van het decreet;
- de internationale betrekkingen in overleg met de heer Christos Doulkeridis.

Art. 7. Het secretariaat van het College wordt verzekerd door de Kabinetschef of adjunct-Kabinetschef van de Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 8. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt geschrapt.

Art. 9. De leden van het College zijn, elk voor wat hen betreft, belast met de uitvoering van het onderhavige besluit.

Art. 10. Het onderhavige besluit sorteert effect vanaf 17 juli 2009.

Brussel, 17 juli 2009

De Minister-President van het College, verantwoordelijk voor Begroting, Onderwijs, Toerisme en Internationale betrekkingen,
C. DOULKERIDIS

De Minister, Lid van het College, verantwoordelijk voor Sociale cohesie,
Ch. PICQUE

De Minister, lid van het College, verantwoordelijk voor het Openbaar Ambt, Gezondheidsbeleid en de beroepsvorming van Middenstand,
B. CEREXHE

De Minister, Lid van het College, verantwoordelijk voor het bijstandsbeleid voor gehandicapten,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister, Lid van het College, verantwoordelijk voor Beroepsonderwijs, Cultuur, Leerlingenvervoer, Sociale Actie, Gezin, Sport en Internationale betrekkingen,
E. KIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/203895]

Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. — Office wallon des déchets. — Acte procédant à l'enregistrement de la « VOF Ossenblok Transport », en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général f.f.,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets;

Vu la demande introduite par la « Vof Ossenblok Transport », le 28 juillet 2009;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « Vof Ossenblok Transport », sise Tiendevrij 17, à DN-4724 Wouw, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2009-08-07-01.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;

- déchets ménagers et assimilés;

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

- déchets dangereux;

- huiles usagées;

- PCB/PCT;

- déchets animaux;

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

a) la description du déchet;

b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;